

# TROISIÈME REICH

## ***Prise de vue***

On entend par III<sup>e</sup> Reich la période de l'histoire de l'Allemagne qui s'étend du 30 janvier 1933 au 8 mai 1945. L'expression elle-même, adoptée et imposée par les nationaux-socialistes, reprend le titre d'un ouvrage d'Arthur Moeller van den Bruck : *Das Dritte Reich*, paru en 1923. Pour cet auteur, le I<sup>er</sup> Reich était le Saint Empire romain germanique, le II<sup>e</sup> Reich, celui de Bismarck et de Guillaume II (1871-1918), le troisième devant se substituer à la république de Weimar dont il espérait la fin prochaine. Pour les historiens, le III<sup>e</sup> Reich est synonyme de régime hitlérien, ou régime national-socialiste.

## Le national-socialisme et la conquête du pouvoir

Le Parti national-socialiste (en allemand : *Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei*, littéralement, Parti ouvrier allemand national-socialiste ; abréviation : NSDAP), ou Parti nazi, n'a pu s'emparer du pouvoir que parce qu'il avait réussi à devenir un parti de masse, flanqué d'organisations paramilitaires puissantes, telles les sections d'assaut (*Sturm-Abteilungen* ou SA) qui ont essayé et réussi en partie à s'imposer par la terreur (massacre des militants ouvriers). Longtemps, ce parti, fondé au lendemain de la Première Guerre mondiale [cf. HITLER (Adolf ) 1889-1945], ne dépassa guère les dimensions d'un petit parti qui, aux élections de 1928, recueillit moins de 3 % du total des suffrages. Avec la crise économique qui frappa si durement l'Allemagne en 1929, il s'enfla et remporta ses premières grandes victoires.

Ces succès sont moins dus à un programme original et précis (les vingt-cinq points du programme initial, d'ailleurs fort vagues, seront modifiés ou tout simplement oubliés avant et surtout après la prise du pouvoir) qu'à un certain nombre d'idées-forces inculquées inlassablement aux masses par une propagande habile et simplificatrice. Les nationaux-socialistes promettent aux classes moyennes ruinées par l'inflation et aux millions de chômeurs des changements radicaux. Pour ne donner qu'un exemple : le programme prévoit "la

municipalisation des grands magasins" et "pour un loyer modique leur mise à la disposition des petits commerçants", auxquels "l'Etat et les municipalités sont tenus de faire appel pour toutes les commandes qu'ils passent". Les nazis se disent socialistes, insistent, sans préciser en quoi il consiste exactement, sur leur anticapitalisme, se proclament antimarxistes, mais ils réussissent à obtenir le soutien financier de puissants groupes industriels – qu'ils rassurent sur leurs intentions réelles–, nouent alliance avec la droite classique (front de Harzburg, octobre 1931), dont ils absorbent par ailleurs une grande partie de l'électorat (celle-ci ne recueille en juillet 1932 que 8 % du total des suffrages).

Surtout ils mettent l'accent sur leur nationalisme. Ils veulent libérer l'Allemagne des contraintes imposées par le traité de Versailles et promettent aux Allemands un avenir de grandeur et de prospérité. Dans *Mein Kampf*, Hitler annonce aux Allemands "une paix [...] garantie par l'épée victorieuse d'un peuple de maîtres qui mettra le monde entier au service d'une civilisation supérieure". En même temps, les nationaux-socialistes choisissent des "ennemis" auxquels ils attribuent la responsabilité de tous les maux dont souffre le pays : les juifs, les marxistes, le "système" (c'est-à-dire la république de Weimar). Hitler explique qu'il faut toujours désigner "un ennemi visible".

Le national-socialisme semble avoir atteint son apogée aux élections générales de juillet 1932. Le parti obtient alors 37,3 % de suffrages (soit 13,7 millions), mais quatre mois plus tard, aux élections du 6 novembre, le NSDAP perd 2 millions d'électeurs (11,7 millions, soit 33,1 %), alors que les communistes, qui n'ont cessé de progresser, en obtiennent 6 millions et que les sociaux-démocrates recueillent près de 8 millions de suffrages. Ainsi les voix rassemblées par les deux partis de gauche, profondément divisés, il est vrai, sont-elles, à moins de trois mois de la prise du pouvoir par Hitler, sensiblement plus nombreuses que les voix nationales-socialistes.

C'est alors qu'à la suite d'intrigues compliquées, dont les acteurs principaux sont, en dehors du camp nazi, Franz von Papen et Hjalmar Schacht, qui assure à Hitler l'appui massif et efficace des milieux industriels et financiers, inquiets à la fois des progrès communistes et des risques de désagrégation que présente le NSDAP (conséquence du recul enregistré de juillet à novembre), le maréchal

Hindenburg, président de la République, nomme à la chancellerie du Reich, le 30 janvier 1933, le *Führer* du Parti national-socialiste, Adolf Hitler.

L'armée allemande, la Reichswehr, qui avait durant les quatorze années de la république de Weimar observé à l'égard du régime républicain un loyalisme de façade, d'ailleurs à éclipses, approuva un changement qui signifiait pour elle le prochain réarmement de l'Allemagne, ainsi que la reprise d'une politique d'agression et d'annexion dont l'impérialisme allemand avait dans le passé donné maints exemples.

## Mise en place et consolidation du nouveau régime (1933-1936)

Hitler semble donc avoir pris le pouvoir légalement. Le gouvernement qu'il forme aussitôt n'est nullement composé exclusivement de nationaux-socialistes. Au contraire. Y dominent les représentants de la droite classique. Von Papen est vice-chancelier, Alfred Hugenberg dirige l'Economie et l'Agriculture, Konstantin von Neurath est ministre des Affaires étrangères, le général Werner von Blomberg, ministre des Armées... Le NSDAP n'a que trois représentants : outre Hitler, Wilhelm Frick, ministre de l'Intérieur, et Hermann Göring, ministre sans portefeuille et commissaire du Reich pour l'Aéronautique. En mars, Joseph Goebbels entre au gouvernement en qualité de ministre de la Propagande. Divisée sur les méthodes, l'équipe gouvernementale avait en commun l'hostilité à la République et au système parlementaire, la volonté d'éliminer les partis de gauche et les syndicats ouvriers afin de trouver plus facilement à la crise économique une solution qui ne mit pas en question le régime capitaliste mais assurât sa prédominance, le désir de refaire de l'Allemagne une grande puissance militaire susceptible d'imposer ses vues à ses partenaires.

Le gouvernement à peine constitué, le Reichstag fut dissous, et les élections fixées au 5 mars 1933, tandis que les sections d'assaut hitlériennes, avec l'appui des autorités, s'efforçaient de réduire au silence par la terreur les adversaires politiques.

A huit jours des élections, le palais du Reichstag fut incendié par des groupes nazis. Il est établi aujourd'hui que l'opération fut montée par la SS berlinoise sous la direction de Kurt Daluege qui fit appel à l'aide d'un commando des SA, tenus en

partie hors du secret. Prenant prétexte de l'événement, Hitler fit promulguer un décret qui suspendait en fait les garanties constitutionnelles. Dans la nuit, une gigantesque rafle permit d'arrêter des dizaines de milliers de communistes et d'antifascistes. Quelques jours plus tard, le leader communiste Ernst Thälmann était à son tour jeté en prison. Les premiers camps de concentration accueillèrent les militants antinazis.

Malgré tout, les élections du 5 mars n'apportèrent pas à la coalition gouvernementale la victoire escomptée. Même la confiscation des 81 sièges communistes ne donnait pas au gouvernement la majorité des deux tiers dont il avait besoin pour modifier la Constitution. Après quelques jours de négociations, le Zentrum catholique accepta de voter les pleins pouvoirs (ou *Ermächtigungsgesetz*) qui, le 23 mars, mettaient fin au régime de Weimar.

Dès ce moment-là, les communistes allemands étaient réduits à l'illégalité. Syndicats et parti socialiste furent à leur tour interdits en mai et juin. En juillet, les autres partis acceptèrent de se dissoudre. Le 14 juillet, une loi faisait du Parti national-socialiste le parti unique du Reich.

Toutes ces mesures avaient pu être prises parce qu'elles avaient l'appui de la grande bourgeoisie (donc de la grande presse) et de l'armée. G. Krupp von Bohlen, président en exercice du *Reichsverband der deutschen Industrie*, écrit, en février 1933, à Hitler : "L'évolution politique coïncide avec les vœux que moi-même et le bureau [du plus puissant groupement industriel] avons formés depuis longtemps."

Hitler, cependant, se présentait comme l'homme du retour aux traditions prussiennes, conservatrices, ce que symbolisait la cérémonie du 21 mars où l'on voit, dans la Garnisonkirche de Potsdam, Hitler s'incliner devant le président Hindenburg en grand uniforme de feld-maréchal, accompagné des représentants des autorités religieuses et militaires. Le 16 mars, le *Völkischer Beobachter* avait intitulé son éditorial : "Le christianisme : principe fondamental du gouvernement d'Adolf Hitler". Quelques mois plus tard, le 6 juillet, Hitler annonçait dans un discours que "la révolution allemande était achevée".

La première année du III<sup>e</sup> Reich est celle de la *Gleichschaltung*, ou "mise au pas". La composition des gouvernements des Etats qui constituent le Reich est alignée sur celle du gouvernement central. Une seconde étape, en janvier 1934, transfère au Reich la quasi-totalité des compétences des Etats. Le Reich devient un Etat centralisé, sans que l'unification administrative soit cependant pleinement réalisée. Bien des anomalies subsistent : c'est ainsi que la Prusse conserve son ministère des Finances et son ministre-président (Göring). Parallèlement s'accomplit une certaine osmose entre l'appareil d'Etat et l'appareil du parti. Mais ici encore la fusion n'est pas totale, ni l'harmonisation accomplie. Le parti, par un réseau hiérarchisé (allant du *Gauleiter* au *Blockleiter*), essaie de contrôler et d'orienter toute la vie politique et idéologique du pays. Tandis que les grands problèmes politiques et surtout économiques échappent de plus en plus à la compétence des membres du parti et des cadres moyens, ceux-ci ont pour fonction d'éduquer le pays tout entier dans le sens national-socialiste et de mettre les masses au service de l'Etat fasciste.

Les travailleurs sont regroupés dans le Front allemand du travail (Deutsche Arbeitsfront, D.A.F.) dont le chef était le docteur Robert Ley, qui cumulait ses fonctions avec celles d'"organisateur" du NSDAP (*Reichsorganisationsleiter*). L'emploi de termes militaires (Ley appelle les ouvriers "soldats du travail") correspond effectivement dès les premières années du régime à une militarisation. La propagande insistante, l'embrigadement de tout le peuple allemand s'accompagnent toujours d'une surveillance policière de plus en plus poussée et de l'emploi de la terreur. Celle-ci n'a pas pour seul but d'intimider et d'éliminer les adversaires politiques ; elle habitue le peuple allemand à la violence, constituant ainsi une sorte de préparation psychologique à la guerre.

Dès les premiers mois du III<sup>e</sup> Reich, il apparut à l'évidence que le système économique existant, loin d'être bouleversé, se trouvait consolidé. Or un nombre non négligeable de cadres moyens et subalternes du NSDAP, qui avaient ajouté foi aux promesses démagogiques, au vocabulaire socialisant de Hitler ou de Goebbels, vocabulaire désormais abandonné, avaient rêvé d'une révolution qui s'attaquerait au régime capitaliste lui-même. Par ailleurs, le chef des SA, Ernst Röhm, souhaitait que la formation qu'il dirigeait, et dont l'emploi était mal défini, prît en main le réarmement et la constitution d'une armée populaire nationale-

socialiste.

Ces idées qui se propageaient dans les milieux nationaux-socialistes en 1933 et 1934 inquiétaient les milieux capitalistes et les dirigeants de la Reichswehr. Après avoir hésité pendant des semaines, Hitler se résolut à trancher. Ce fut le massacre de la Nuit des longs couteaux dont Visconti a donné dans son film *Les Damnés* une image saisissante. Accordant satisfaction aux chefs de l'armée et aux dirigeants de l'économie, Hitler fit abattre Röhm et de nombreux opposants au sein du parti. En même temps il assouvissait des vengeances anciennes (en se débarrassant de toute une série d'adversaires : exécution de Kurt von Schleicher, de Gustav von Kahr) et intimidait von Papen (dont plusieurs collaborateurs furent assassinés). Quelques semaines plus tard (2 août 1934) mourait Hindenburg. Hitler ajouta alors à ses fonctions de chancelier celles de président du Reich. Il devenait du même coup chef de la Reichswehr qui, désormais, prêterait serment non "au peuple et à la patrie", mais, personnellement, au Führer Adolf Hitler. Ces mesures sont sanctionnées par un plébiscite, désormais substitué à toute autre consultation populaire et remarquablement "préparé", le 19 août 1934. Les changements sont approuvés à une très forte majorité (38,4 millions de "oui" sur 45,5 millions d'électeurs inscrits). Le 30 juin 1934 marque en outre le déclin des SA et l'ascension d'une autre formation hitlérienne, les *Schutz-Staffeln*, ou SS, jusqu'alors subordonnée aux SA et désormais indépendante, placée sous la direction de Heinrich Himmler.

Enfin, la consolidation du régime s'accompagne à la fois du développement de l'appareil policier (importance accrue de la *Geheime Staatspolizei*, ou Gestapo) et d'une mise en tutelle de la vie culturelle et du système d'éducation. Ces mesures, ainsi que les persécutions dirigées contre les antifascistes, ont contraint, dès les premiers mois du nouveau régime, de très nombreux savants et intellectuels (Einstein, Thomas et Heinrich Mann, Bertolt Brecht) à prendre le chemin de l'exil. Une littérature médiocre d'où est banni tout humanisme, un art néo-classique qui se veut grandiose et qui est le plus souvent d'un lourd académisme, telles sont les productions artistiques du III<sup>e</sup> Reich.

## Réarmement et système d'alliances

En politique extérieure, Hitler manifeste dans les premiers temps une grande

prudence : il tend à rassurer ses voisins que les objectifs proclamés dans *Mein Kampf* avaient inquiétés. Il récolte d'abord les fruits de la politique de ses prédécesseurs : à l'avènement du III<sup>e</sup> Reich, le problème des réparations est réglé et l'égalité des droits reconnue à l'Allemagne (11 décembre 1932). Au système de sécurité collective sous l'égide de la Société des Nations le Reich oppose celui des pactes bilatéraux, dont le premier exemple est l'accord signé avec la Pologne, le 26 janvier 1934. En fait, par ce traité, comme par les liens noués avec la plupart des pays balkaniques, dont le Reich utilise les difficultés économiques pour les placer dans une situation de dépendance vis-à-vis de l'Allemagne, la diplomatie allemande s'emploie à faire éclater à l'Est le système d'alliances que la diplomatie française, sous l'impulsion de Louis Barthou, avait tenté d'instaurer ou de consolider. Refusant une nouvelle fois de négocier sur le problème du désarmement, Hitler rétablit, le 16 mars 1935, le service militaire obligatoire, décision qui consacre aux yeux de tous le réarmement allemand.

Il semble que jusqu'en 1936 les dirigeants nazis aient hésité sur les voies et les étapes de l'expansion extérieure. Un groupe de financiers et d'industriels qui avaient soutenu Hitler (Fritz Thyssen, Hjalmar Schacht) préconisait un accord provisoire avec les puissances occidentales, la formation d'un front commun contre l'Union soviétique. Le gouvernement anglais, de son côté, amorça un rapprochement avec le Reich et signa avec lui, le 18 juin 1935, un accord naval qui prévoyait, entre les deux pays, une parité en matière de sous-marins et la possibilité pour l'Allemagne de construire une respectable flotte de haute mer. Mais, dans le courant de 1936, la conception selon laquelle la guerre contre l'Union soviétique devait être précédée par la neutralisation des puissances occidentales semble l'avoir emporté. Ainsi s'expliquent les mesures autarciques décidées en 1936 (plan de quatre ans) : en prévision de la guerre de conquête qu'il prépare, le Reich s'efforce de se rendre économiquement indépendant en ce qui concerne les matières stratégiques principales.

Par un coup de bluff qui réussit, Hitler décide, le 7 mars 1936, de réoccuper en Rhénanie la zone démilitarisée en application du traité de Versailles. L'absence de réaction des pays signataires du traité, et singulièrement de la France, l'ancre dans l'idée que les puissances occidentales ne s'opposeront pas à ses visées expansionnistes. Le III<sup>e</sup> Reich va d'autre part se rapprocher des autres puissances

fascistes. Les relations avec l'Italie, d'abord froides, s'améliorent nettement en 1936 (pendant la guerre d'Ethiopie, l'Allemagne livre à l'Italie les matières premières dont celle-ci a besoin pour poursuivre son agression) ; à partir de juillet, les deux puissances soutiennent militairement et économiquement la rébellion franquiste, et l'Allemagne signe, le 25 novembre 1936, avec le Japon un accord baptisé Pacte anti-Komintern.

En 1936, on peut considérer qu'une première étape s'achève. Le III<sup>e</sup> Reich a montré qu'il ne tenait plus compte des limitations imposées par le traité de Versailles. Il a quitté la Société des Nations en octobre 1933, il a entrepris de reconstituer une armée puissante, la Wehrmacht, qui prend la place de l'ancienne Reichswehr, et va accélérer ses préparatifs militaires ; il a mis en place un système de pactes qui lui assure des appuis diplomatiques en Europe et hors d'Europe. Il s'est donné les moyens de la guerre de conquête, moyens qu'il utilisera dans une phase ultérieure.

Lorsque Hitler a pris le pouvoir, la crise économique avait déjà dépassé son point culminant. Les premiers signes de reprise, encore timides il est vrai, se manifestaient dès l'hiver 1932-1933. Le réarmement – pour une grande part – permettra de relancer l'économie. Le chômage diminue sensiblement et, même si les salaires n'augmentent pas, même si l'existence demeure difficile pour les masses laborieuses, du fait que le nombre de travailleurs croît, les conditions de vie des familles ouvrières s'améliorent légèrement en Allemagne au cours des années 1933-1936. Dans ces milieux aussi, la propagande nationaliste réussit à entraîner une partie des hésitants. Certes, toute revendication sérieuse, a fortiori toute grève, est-elle interdite et réprimée. Mais quelques mesures ont été prises dans le domaine de la protection et de l'hygiène du travail ou en faveur des mères travailleuses.

Les autorités nationales-socialistes s'efforcent d'orienter les loisirs des travailleurs par la création de l'organisation "La Force par la joie" (*Kraft durch Freude*, K.D.F.) à la fin de 1933. Des collectes pour les Secours d'hiver, l'organisation spectaculaire de repas à plat unique (*Eintopfessen*) sont présentées comme des mesures "socialistes" qui mettraient fin à la "lutte des classes".

Au cours de l'été 1936, les jeux Olympiques de Berlin donnent aux visiteurs étrangers le spectacle d'une Allemagne apparemment unie et triomphante. L'opposition, qui ne dispose d'aucun moyen d'expression, quand elle n'est pas éliminée physiquement, est partout traquée. Presse, radio, moyens culturels sont tous au service du national-socialisme qui embrigade les intellectuels, les enseignants... dans une série d'organismes de caractère corporatif.

D'immenses rassemblements admirablement organisés par Goebbels, notamment à l'occasion des congrès du NSDAP à Nuremberg, donnent aux participants un sentiment de puissance collective. De 1933 à 1936, par la conjonction de ces procédés, le régime nazi, qui à son avènement n'était guère assuré que de l'adhésion d'un tiers des Allemands, consolide et étend ses assises dans la population. Dès 1936, la majorité du peuple allemand l'accepte ou l'approuve.

Une grande partie de la jeunesse s'enthousiasme, après les années tristes de la république de Weimar, pour l'idéal de grandeur que le Führer promet à l'Allemagne. Des discours, qui masquent les visées impérialistes sous une exigence de justice et de liberté pour le peuple allemand, réussissent à dévoyer la générosité et les sentiments patriotiques de la jeune génération.

## Vers la guerre

A partir de 1936, la militarisation de l'Allemagne va s'accélérer : tous les jeunes gens sont incorporés dans la Jeunesse hitlérienne (Hitler-Jugend), puis doivent accomplir leur temps dans le Service de travail du Reich (créé le 26 juin 1936). De 100 000 membres en 1932, la Jeunesse hitlérienne est passée à 3,4 millions en 1934, à plus de 8 millions en 1938. Le 24 août 1936, la durée du service militaire avait été portée à deux ans.

Le 5 novembre 1937, Hitler exposa à ses plus proches collaborateurs, Göring, von Neurath (ministre des Affaires étrangères) et les chefs de l'armée de terre et de la marine, ses plans en matière de politique extérieure. Il voulait "conquérir un plus grand espace vital pour le peuple allemand [...] en Europe, dans les territoires limitrophes du Reich". Cette solution de force serait réalisée au plus tard en 1943-1945, dès 1938 si les circonstances s'y prêtaient. Les premiers pays

menacés étaient désignés : la Tchécoslovaquie et l'Autriche.

Ces projets ne se heurtèrent à des objections de principe ni de la part des milieux industriels – premiers bénéficiaires du réarmement qui accroissait leur puissance et leurs profits – ni de la part des chefs militaires. Cependant, von Blomberg (ministre de la Guerre) et von Fritsch (commandant en chef de l'armée de terre) craignaient que la hâte de Hitler à les réaliser n'en compromît le succès. Ils supputaient la réaction des puissances étrangères et suggéraient une plus grande prudence. Irrité de ce qu'il prenait pour des hésitations ou des atermoiements, Hitler, par des intrigues subalternes, se débarrassa des deux généraux et les remplaça par des militaires plus dociles (Wilhelm von Keitel, Walther von Brauchitsch).

Dans d'autres secteurs aussi, la préparation de la guerre de conquête entraîna des modifications. Von Neurath fut remplacé à la tête de la diplomatie du Reich par un national-socialiste bon teint : Joachim von Ribbentrop, tandis que le chef des S.S., Heinrich Himmler, voyait croître ses pouvoirs. Une ordonnance du 17 juin 1936 avait placé toutes les polices sous son autorité. Le 27 septembre 1937 était créé le Service central de sécurité du Reich (*Reichssicherheitshauptamt*, RSHA), qui centralisait tout l'appareil de répression et en confiait la direction à Himmler et aux SS.

## L'Anschluss

Les puissances de l'Entente s'étaient opposées, après 1918, au rattachement de l'Autriche à l'Allemagne. Dès son arrivée au pouvoir, Hitler songea à réaliser l'opération. Comme l'Italie et les puissances occidentales adoptèrent une attitude sans équivoque, une première tentative des nationaux-socialistes autrichiens de s'emparer du pouvoir échoua en juillet 1934, et n'aboutit qu'à l'assassinat du chancelier Dollfuss. En juillet 1936, Allemagne et Autriche signèrent un traité de non-ingérence que les fascistes allemands n'étaient nullement décidés à respecter. L'amélioration des relations germano-italiennes créa une situation nouvelle dans le bassin danubien où Hitler avait désormais les mains libres. Convoqués en Allemagne, à l'*Obersalzberg*, en février 1938, le chancelier Schuschnigg se vit imposer un véritable diktat et capitula. Comme il faisait mine de résister une fois rentré à Vienne, les troupes allemandes envahirent l'Autriche dans

la nuit du 11 au 12 mars. Le 13, Hitler proclamait l'annexion de l'Autriche. La France et l'Angleterre se bornèrent à une protestation verbale.

## Munich

Encouragé par ce succès, Hitler ne tarda pas à s'en prendre à la Tchécoslovaquie. Le 30 mai 1938, une instruction secrète à la Wehrmacht prévoyait "le démembrement de ce pays dans un proche avenir par une action militaire". Le prétexte fut fourni par l'agitation de la minorité sudète. L'Angleterre ayant conseillé à Prague de faire droit aux revendications des Sudètes, tout dépendait de l'attitude de la France, liée à la Tchécoslovaquie par un traité signé en 1935. Au cours de deux rencontres du Premier ministre britannique, Neville Chamberlain, avec Hitler, en septembre, celui-ci constata que les milieux dirigeants anglais acceptaient ses revendications initiales : il les accrut aussitôt et, quelques jours plus tard, à Munich, les représentants de l'Italie, de la France et de l'Angleterre rencontraient le chef du III<sup>e</sup> Reich et faisaient droit à ses nouvelles demandes, sans que la principale intéressée, la Tchécoslovaquie, eût même été consultée. Dans les jours qui suivirent, la région des Sudètes était incorporée au Reich.

Bien que Hitler eût déclaré solennellement en septembre 1938 "qu'il ne voulait pas de Tchèques", le III<sup>e</sup> Reich, le 16 mars 1939, annexe le territoire tchèque après avoir incité la Slovaquie à se proclamer indépendante. La Tchécoslovaquie était rayée de la carte.

Ces annexions mettent en lumière les méthodes diplomatiques du III<sup>e</sup> Reich. Faisant alterner les protestations pacifiques et les menaces, violant sans le moindre scrupule les accords qu'il venait de signer, Hitler s'efforce par tous les moyens de neutraliser ses adversaires en les isolant. Ces conquêtes territoriales réalisées sans guerre accrurent, en 1938, le prestige de Hitler et permirent à la propagande de Goebbels de développer le "culte du Führer" en même temps qu'il exaltait le nationalisme et le chauvinisme, et que, dans tous les domaines, était accélérée la préparation à la guerre.

Une fois la Tchécoslovaquie dépecée, Hitler se tourna vers la Pologne.

La France et l'Angleterre entrèrent en pourparlers avec l'Union soviétique, la participation de celle-ci étant indispensable au maintien de la paix en Europe orientale. Mais la France et surtout l'Angleterre se refusaient à négocier avec l'Union soviétique des conventions militaires sans lesquelles tout accord politique demeurerait inefficace. C'est alors que Hitler pressa Staline de recevoir von Ribbentrop. En quelques heures fut signé entre l'Allemagne et l'Union soviétique un pacte de non-agression en contradiction flagrante avec l'antibolchevisme virulent jusqu'alors affiché par le national-socialisme. L'Union soviétique avait voulu écarter la menace d'un front commun des puissances occidentales contre elle, menace qui avait semblé prendre corps au lendemain de Munich.

Le 1<sup>er</sup> septembre, les forces armées allemandes envahirent la Pologne sans déclaration de guerre. Le 3, la France et l'Angleterre déclaraient la guerre à l'Allemagne.

La guerre et d'abord sa préparation entraînent dans le Reich un certain nombre de changements de structure. Sur le plan économique, on procéda à une concentration et à une rationalisation beaucoup plus poussées. Chaque secteur de production fut strictement organisé. On créa, à la fin de 1941 et au début de 1942, cinq Unions industrielles (*Reichsvereinigungen*) à la tête desquelles furent placés des représentants des grandes firmes (Flick, Mannesmann, Krupp). Ces *Reichsvereinigungen*, dominés par quelques grands monopoles, avaient pouvoir, par exemple, de faire fermer les petites entreprises déclarées peu rentables ou ne travaillant pas directement pour la guerre. Ces Unions étaient dotées de grands pouvoirs et fonctionnaient parallèlement à un Conseil de l'armement (*Rüstungsrat*) dans lequel étaient également représentés les grands industriels.

A ce stade on peut considérer que les cadres supérieurs du Parti national-socialiste ont, dans ces domaines, largement fusionné avec l'appareil de direction capitaliste traditionnel. Cela est attesté par la création des usines Hermann Göring. Des hommes comme Fritz Todt ou Albert Speer, chargés d'organiser sur le plan économique une certaine planification en vue de la "guerre totale", accentuent cette évolution qui débouche sur un système que les historiens marxistes dénomment "capitalisme monopoliste d'Etat".

En même temps, le pillage des territoires occupés par la Wehrmacht se faisait plus systématique, les grands consortiums allemands s'assurant, à la faveur de la guerre, la direction des principales firmes dans ces territoires. Pour la France, le total des spoliations a été évalué à 659 milliards de francs 1938. Au procès de Nuremberg, on a estimé que, de juin 1941 à mars 1944, 9 200 000 tonnes de blé, 622 000 tonnes de viande avaient été expédiées des territoires soviétiques occupés vers le Reich.

S'il hésita à lever des troupes auxiliaires dans les pays occupés, le Reich transféra de ces pays en Allemagne de grandes quantités de main-d'œuvre (Service du travail obligatoire). A ces 7 millions de travailleurs forcés, il faut ajouter 4 millions de prisonniers de guerre et une partie des déportés : on aboutit, vers la fin de la guerre, à un total de 20 millions d'étrangers contraints de participer directement, en Allemagne même, à l'effort de guerre du Reich.

Ce pillage et ces déportations, les souffrances de la guerre accroissaient les résistances. Pour les briser, Himmler fut doté de pouvoirs plus étendus encore. En 1943, il remplaça Frick au poste de ministre de l'Intérieur et ne cessa d'augmenter les effectifs de la police, des S.S. et des Waffen-SS placés sous ses ordres. Après le 20 juillet 1944, il assumait en outre les fonctions de commandant en chef de l'armée de l'intérieur.

## Des victoires éclairs à l'effondrement

De 1939 à 1942, l'armée allemande remporta sur tous les fronts une série de victoires dont quelques-unes furent foudroyantes. De création récente, la Wehrmacht était une armée dotée de cadres jeunes, fortement mécanisée, pourvue d'un matériel moderne (chars, avions en piqué ou Stukas) qui écrasa des adversaires souvent mal préparés.

La Pologne fut battue en moins de trois semaines. Au printemps suivant, la France subit le même sort. En avril 1941, la Wehrmacht conquiert la Yougoslavie et la Grèce, tandis que l'Afrikakorps allait appuyer en Afrique du Nord les troupes italiennes.

Après chaque victoire la diplomatie nationale-socialiste tentait de neutraliser

ses adversaires en proposant des pourparlers de paix. Cependant, au cours de l'été et de l'automne de 1940, l'aviation allemande subit un premier échec. Elle ne réussit pas à s'assurer la suprématie aérienne dans le ciel d'Angleterre, ce qui obligea les dirigeants nazis à renoncer à leurs plans de débarquement.

Le 22 juin 1941, le III<sup>e</sup> Reich, qui disposait désormais du potentiel économique de territoires peuplés de 290 millions d'habitants, attaqua l'Union soviétique. Sur ce front également, les premiers succès furent rapides : en quelques mois, les forces allemandes étaient devant Moscou, mais elles furent stoppées par une contre-offensive de l'armée soviétique.

Au printemps de 1942, une nouvelle offensive conduisit les armées allemandes, qui encerclaient Leningrad au nord, jusque sur la Volga et dans le massif du Caucase au sud. Pas un pays en Europe continentale, Suède, Suisse et Portugal exceptés, qui ne fût le vassal ou l'allié de l'Allemagne hitlérienne. Le III<sup>e</sup> Reich étendait alors sa domination des Pyrénées et de la Crète au cap Nord, de la Volga à la Bretagne.

L'année 1942 constitue un tournant de la guerre. Le 8 novembre 1942, les forces anglo-américaines débarquent au Maroc et en Algérie (en mai 1943 les armées germano-italiennes sont chassées d'Afrique), mais surtout la Wehrmacht subit, dans l'hiver 1942-1943, son premier désastre : la VI<sup>e</sup> armée allemande est encerclée et détruite à Stalingrad.

A partir de ce moment se succèdent à l'est une série d'offensives qui permettent à l'armée soviétique de reconquérir rapidement le terrain perdu. A l'ouest, tandis que l'Italie mussolinienne s'effondre après le débarquement anglo-américain en Sicile, un second front s'ouvre en France le 6 juin 1944. Faisant retraite à l'est et à l'ouest, les armées hitlériennes, battues sur tous les fronts, se replient sur l'Allemagne que les Alliés envahissent. Les forces armées nationales-socialistes finissent par capituler le 8 mai 1945. Le III<sup>e</sup> Reich a cessé ce jour-là d'exister.

Le bilan chiffré de la guerre voulue et perdue par le régime national-socialiste est le suivant : 55 millions de morts, 35 millions de blessés (20 millions de victimes

en Union soviétique, 6 millions en Pologne, près de 2 millions en Yougoslavie, 600 000 en France). En Allemagne même on évalue à 4 millions le nombre des tués du fait des opérations de guerre et à 410 000 celui des victimes civiles des bombardements aériens. La répression s'est soldée par l'exécution de 200 000 Allemands (civils et militaires).

## Le système concentrationnaire et l'antisémitisme

Créés en 1933 pour accueillir les opposants au régime, les camps de concentration, qui s'étaient sensiblement vidés en 1939, à la mobilisation, virent leur importance s'accroître avec la guerre. On y rassembla, outre les Allemands, les antifascistes et les juifs des territoires occupés : en même temps, les camps changèrent de fonction. Baptisés d'abord camps de rééducation, ils devinrent des camps de travail, chargés de fournir une main-d'œuvre à bon marché à un certain nombre d'entreprises industrielles, et des camps d'extermination.

Les camps de concentration se multiplient, à partir de 1942 surtout, en énormes métropoles de la mort. Placés sous l'autorité d'officiers SS qui logent dans des villas situées hors du camp, ils sont construits sur un modèle identique à partir de 1936 et organisés selon un système hiérarchisé ; les SS, peu nombreux, en assurent la garde et la direction. Mais à l'intérieur ils placent, à la tête des baraques, des blocs, des chambrées, des internés, le plus souvent des condamnés de droit commun : les *Kapos*.

Rasés et vêtus de défroques rayées, les internés reçoivent à leur arrivée au camp un numéro et des signes distinctifs suivant leur nationalité et la cause de leur internement. Livrés à l'arbitraire des kapos, soumis à des châtiments corporels, sous-alimentés, privés d'hygiène, entassés dans des baraquements sommaires, astreints à des besognes épuisantes, pas ou mal soignés, les déportés meurent par milliers. Ceux qui survivent le doivent souvent aux organisations de solidarité, créées la plupart du temps à l'initiative des communistes, qui forment le gros des déportés politiques et qui, comme à Buchenwald, libéreront le camp peu avant l'arrivée des troupes alliées.

L'antisémitisme chez les hitlériens a des fondements idéologiques et est

utilisé à des fins politiques. Le III<sup>e</sup> Reich n'est pas, en Allemagne, l'inventeur de l'antisémitisme : il s'est borné à reprendre des idées largement répandues en les systématisant. Hitler voyait dans le juif (personnage imaginaire et abstrait, doté de toutes les tares physiques, intellectuelles et morales) le responsable de tous les maux dont souffrent les nations et d'abord l'Allemagne. Au juif, on oppose l'Aryen, personnage mythique lui aussi, porteur de civilisation supérieure, citoyen idéal du III<sup>e</sup> Reich.

Cette distinction s'exprime, dès les premiers textes programmatiques du national-socialisme, dans la notion d'un peuple allemand composé de *Volksgenossen*, c'est-à-dire d'individus "de sang allemand". Tous ceux qui sont de sang "étranger" ne sauraient faire partie de la communauté nationale et peuvent donc à tout moment en être expulsés.

Avant la prise du pouvoir, les juifs sont, avec les marxistes, la catégorie politico-sociale sur laquelle les nationaux-socialistes tentent de polariser les mécontentements et qu'ils rendent responsables de toutes les misères. Jusqu'à la guerre une série de lois écartent les juifs allemands de toutes les fonctions publiques et les contraignent à émigrer, parfois contre le versement d'une véritable rançon. Les persécutions ont lieu par à-coups en fonction de la conjoncture politique ; ainsi, le meurtre à Paris du conseiller d'ambassade von Rath est le prétexte et l'occasion d'un véritable pogrom organisé par Goebbels et Himmler (Nuit de cristal, nov. 1938).

Avec l'approche de la guerre, les juifs sont astreints au port de l'étoile jaune et ils n'ont plus le droit de quitter le Reich. La persécution antisémitique prend une autre dimension avec l'occupation de la Pologne. Les juifs polonais sont d'abord regroupés dans des ghettos. Lors de l'invasion de l'Union soviétique, des commandos S.S., opérant sur les arrières de la Wehrmacht, procèdent à l'exécution d'une grande partie de la population juive (camions spéciaux où l'on asphyxie les juifs raflés). Mais il n'existait pas jusqu'alors de plan global d'extermination.

Les grandes lignes de ce plan furent arrêtées au cours d'une conférence qui se tint le 20 janvier 1942 à Wannsee, près de Berlin, sous la présidence de

Reinhard Heydrich, adjoint de Himmler. Le procès-verbal précise : "La solution finale [*Endlösung*] du problème juif en Europe sera appliquée à 11 millions de personnes environ."

Dès lors, sous la direction d'Adolf Eichmann, l'Europe entière va être ratissée, les juifs raflés méthodiquement, et envoyés pour la plupart au camp d'Auschwitz où ils seront exterminés. Selon le directeur du camp, R. Höss, 3 millions de déportés auraient péri à Auschwitz jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 1943 : 500 000 de maladie ou d'épuisement, 2 500 000 exécutés, la plupart asphyxiés à l'aide du gaz Zyklon B fourni par l'IG Farben. Comme dans tous les camps, les corps des suppliciés étaient ensuite brûlés dans des fours crématoires.

Himmler, qui avait la responsabilité de ces massacres, poursuivait, parallèlement à la destruction des races dites inférieures (juifs, Tsiganes...) et à l'anéantissement des ennemis politiques (exécution des commissaires politiques de l'armée soviétique et de nombreux prisonniers de guerre russes, extermination plus ou moins rapide des antifascistes déportés), la sélection des futurs cadres du parti qu'il opérait selon des critères biologiques, d'ailleurs mal définis ("pureté" du sang), et idéologiques : "Les SS doivent être honnêtes, corrects, fidèles et bons camarades vis-à-vis de ceux qui sont de notre sang, mais envers personne d'autre." Dans des établissements spéciaux (*Napolas*), Himmler se proposait "de fournir en l'espace de vingt ou trente ans les cadres dirigeants pour l'Europe entière" et de repousser "en vingt ans la frontière de la germanité de 500 kilomètres vers l'est" (discours de Posen, 4 oct. 1943).

On estime à près de douze millions au total le nombre des victimes de diverses nationalités qui périrent dans les bagnes, les camps de concentration et d'extermination du III<sup>e</sup> Reich.

## Les résistances

Parce qu'elle n'a pas abouti à renverser le régime hitlérien, on a tendance à sous-estimer l'importance de la résistance sous le III<sup>e</sup> Reich, à moins qu'on ne la réduise à quelques actions montées en épingle.

En réalité, la première résistance et la plus constante a été celle des forces

de gauche et singulièrement des communistes. Ce sont surtout ces antifascistes qui éditaient des tracts, ralentissaient ou sabotaient la production de guerre, organisaient des mouvements de grève, facilitaient l'évasion des prisonniers ou avaient des contacts avec les déportés du travail. Ce sont eux qui fournissent aussi, jusqu'en 1944, le gros des victimes ; ont été pendus ou fusillés pour opposition au III<sup>e</sup> Reich : 1 146 Allemands en 1941, 3 393 en 1942, 5 684 en 1943 et 5 764 en 1944.

La résistance des Eglises n'est venue qu'après. Bien au contraire, le III<sup>e</sup> Reich a bénéficié au début d'un préjugé favorable, voire du soutien actif des organisations religieuses, et le Vatican a été la première puissance à entrer en pourparlers avec le régime national-socialiste (signature d'un concordat en juillet 1933).

Avec la guerre, devant les tentatives du pouvoir national-socialiste pour créer une Eglise protestante "allemande" et pour trancher les liens unissant les catholiques allemands à Rome, des protestations se firent jour dans les rangs des chrétiens. Quelques ecclésiastiques dénoncèrent courageusement les mesures d'euthanasie et les procédés d'extermination des juifs. De nombreux pasteurs et des prêtres catholiques furent envoyés en camp de concentration. Il n'est cependant pas exact de parler de résistance organisée de la part des Eglises.

## Le complot du 20 juillet 1944

Le III<sup>e</sup> Reich n'aurait pu naître et survivre sans le soutien actif de l'armée. Jusqu'à la guerre, et même jusqu'à Stalingrad, il y a eu concordance entre les objectifs de la politique hitlérienne et les conceptions stratégiques globales des chefs de la Wehrmacht. Les désaccords, quand ils existaient, portaient simplement sur les méthodes. Cela explique que l'armée ait accepté sans protester l'assassinat de von Schleicher, le limogeage des généraux Beck, von Blomberg, von Fritsch.

En 1938, un petit groupe d'officiers supérieurs hostiles aux méthodes hitlériennes entra en contact avec des services anglais, mais n'engagea aucune action de résistance réelle. Certes, de nombreux plans furent élaborés dans les années suivantes. Aucun d'eux ne reçut un commencement d'exécution. On

invoque d'ordinaire toute une série de hasards ou de circonstances défavorables. En fait, tant que la politique hitlérienne paraissait victorieuse, les chefs militaires refusaient de participer à une action de résistance contre un régime dont ils avaient approuvé jusqu'alors les fondements et les conquêtes. Qui plus est, ces généraux prenaient une part active à ces conquêtes. Ce sont ces "opposants" qui élaboraient les plans d'offensive, commandaient les armées, dirigeaient les services de contre-espionnage des armées hitlériennes et approuvaient, au moins tacitement, les mesures d'extermination contre une partie des populations des territoires occupés quand ils n'y étaient pas directement impliqués.

La résistance des milieux militaires se précisa après Stalingrad, à partir du moment où il devint évident que la guerre était perdue. Le complot du 20 juillet 1944 ne s'explique donc pas d'abord par le désir que les généraux auraient eu de mettre fin au III<sup>e</sup> Reich, mais par le souci de trouver à la guerre une issue qui n'eût pas de conséquences catastrophiques pour l'Allemagne telle que la concevaient les chefs de la Wehrmacht : les conjurés souhaitaient obtenir des Anglo-Américains la garantie de conditions de paix "honorables", qui laisseraient au nouveau régime le bénéfice d'une partie au moins des conquêtes hitlériennes. A l'intérieur, les conjurés imaginaient un système conservateur (étaient prévus, sous certaines conditions, le maintien du Parti nazi et l'interdiction du Parti communiste). En fait, il existait vers la fin de la guerre de nombreux groupes d'opposants, aux conceptions diverses et parfois divergentes, qui se recrutaient essentiellement parmi les officiers généraux, les hauts fonctionnaires, et dont faisaient partie quelques sociaux-démocrates, mais qui ne s'appuyaient sur aucune base populaire. Le plus important d'entre eux est celui qui organisa un attentat contre Hitler et avait élaboré une série de plans pour l'Allemagne d'après le III<sup>e</sup> Reich ; il avait à sa tête Karl Goerdeler, ex-bourgmestre de Leipzig, et le général Beck.

Le colonel von Stauffenberg déposa au grand quartier général de Hitler une bombe de faible puissance, le 20 juillet 1944. L'attentat échoua : Hitler ne fut que légèrement blessé. Mais ce qui empêcha la conjuration de réussir, ce furent en premier lieu les hésitations inouïes des chefs militaires qui, après l'annonce de l'attentat, se laissèrent devancer par les contre-mesures rapides des dirigeants hitlériens.

La répression fut brutale et aboutit à l'exécution de centaines de personnes, la Gestapo ayant réussi à "remonter les filières" et à capturer la plupart des conjurés.

## La fin du III<sup>e</sup> Reich

L'Allemagne envahie, cependant que les villes du Reich étaient soumises par l'aviation anglo-américaine à des bombardements destructeurs, les chefs du III<sup>e</sup> Reich n'en continuèrent pas moins la lutte, rêvant de contre-offensives victorieuses ou d'armes miracles, espérant jusqu'au bout susciter la discorde entre les Alliés et demandant à la population de nouveaux sacrifices, mobilisant, dans les derniers mois, jusqu'aux adolescents de quinze ans dans le Volkssturm.

Le 30 avril 1945, dans le *Bunker* de la chancellerie à Berlin, Hitler se donna la mort, bientôt imité par Goebbels ; le Führer avait confié le pouvoir à l'amiral Karl Dönitz qui, espérant encore négocier séparément avec les Anglo-Américains, composa un gouvernement d'où étaient exclus les dirigeants nazis, et se résigna à capituler le 4 mai.

Les principaux responsables nationaux-socialistes – quand ils n'avaient pas péri ou disparu – ont été jugés après la guerre par le tribunal international de Nuremberg. Un certain nombre d'entre eux ont été condamnés à mort et exécutés, d'autres se virent infliger des peines d'emprisonnement, quelques-uns furent acquittés. Ont été jugés également, mais par un tribunal exclusivement américain, quelques industriels (Krupp, Flick). Parfois condamnés, ils ont été libérés au bout de peu de temps et ont repris leur place à la tête de leurs entreprises, ou *Konzern*.

Dans sa grande majorité, le peuple allemand avait accepté jusqu'au bout un régime qui lui avait apporté quelques maigres profits et beaucoup de souffrances. Goebbels avait réussi à persuader un grand nombre d'Allemands qu'ils étaient – *volens nolens* – solidaires du régime et de ses actes, et que la seule alternative était la victoire ou la disparition de l'Allemagne.

## Conséquences

L'effondrement du III<sup>e</sup> Reich a eu pour l'Allemagne et les Allemands des

conséquences graves. Parce qu'elle avait envahi et pillé la plupart des pays européens, l'Allemagne a suscité longtemps la haine et la méfiance des peuples qu'elle avait tenté d'asservir. Pendant les décennies qui ont suivi, plusieurs pays ont craint une renaissance du nazisme et se sont efforcés de se prémunir contre elle.

Au lendemain de la guerre et jusqu'en 1949, l'autorité suprême a été exercée en Allemagne par les Alliés (Union soviétique, Etats-Unis, Grande-Bretagne, France). Le territoire du Reich s'est trouvé notablement réduit à l'est (Prusse-Orientale, territoires situés au-delà de la ligne Oder-Neisse). Sur le territoire du Reich furent établis, de 1949 à 1990, deux Etats à systèmes sociaux et politiques différents : la république fédérale d'Allemagne à l'ouest, la République démocratique allemande à l'est.

Telles sont les principales conséquences pour l'Allemagne et son peuple de la politique menée par les nationaux-socialistes.

## Jugements et problématique

Sans doute aucune autre période de l'histoire de l'Allemagne n'a-t-elle suscité, de la part des historiens, à la fois autant d'intérêt et de jugements passionnés, souvent contradictoires.

Le III<sup>e</sup> Reich a fait naître et fait naître encore une littérature surabondante et de qualité fort inégale. Trop d'auteurs ont semblé vouloir réduire l'histoire de ce régime fasciste à la biographie de quelques-uns des personnages apparus sur le devant de la scène. Plus tard, on a insisté à l'excès sur les aspects "secrets" ou "fantastiques" du III<sup>e</sup> Reich.

Pour les uns, le III<sup>e</sup> Reich est un accident tout à fait fortuit et, à la limite, presque inexplicable dans la longue histoire de l'Allemagne. Il constituerait une césure totale, comme en témoigne l'expression "année zéro" employée à propos de 1945. Nous avons, au contraire, tenté de montrer que le national-socialisme surgissait à un moment précis de l'histoire allemande, que les nazis n'avaient pas accédé au pouvoir sans de multiples appuis et qu'ils ne l'avaient pas assumé seuls : le succès et le triomphe de ce mouvement sont liés à certains intérêts

économiques. L'idéologie du national-socialisme elle-même s'alimente pour une part aux traditions nationalistes et chauvines qui existaient en Allemagne avant Hitler. La tentative d'hégémonie européenne de Hitler s'inscrit dans la ligne des visées pangermanistes qui se sont exprimées avant et pendant la Première Guerre mondiale. Le national-socialisme est un fascisme auquel l'époque et les particularités de l'histoire allemande donnent sa spécificité.

Qui est responsable des crimes du III<sup>e</sup> Reich ? Faut-il attribuer au peuple allemand une responsabilité collective ou faut-il rejeter tout le poids des crimes commis sur quelques coupables que l'on chargera d'autant plus qu'ils sont morts ? Quelques voix courageuses se sont élevées en Allemagne même, au lendemain de la guerre (Karl Jaspers), contre cette dernière interprétation. Les électeurs qui ont donné 12 millions de voix au national-socialisme, les Allemands qui ont approuvé l'établissement de la dictature hitlérienne, sans parler de ceux qui ont élaboré, encouragé ou exécuté les mesures répressives ou racistes, portent, à n'en pas douter, une part de responsabilité qu'on ne saurait, par contre, faire supporter aux victimes, par exemple aux Allemands qui ont résisté, parfois au péril de leur vie.

La période du III<sup>e</sup> Reich a longtemps été, en Allemagne occidentale, après la guerre, une période taboue. Dans les familles, tout comme dans les livres d'histoire, on en parlait peu ou on n'en parlait pas. Tout un peuple semblait se refuser à assumer un passé qui le plongeait dans un malaise collectif, refusant du même coup de prendre la mesure exacte des conséquences du III<sup>e</sup> Reich (*Unbewältigte Vergangenheit*). Dans les pays de l'Est, au contraire, où le jour de la capitulation hitlérienne était célébré comme une fête nationale, on expliquait, quelquefois non sans schématisme, le III<sup>e</sup> Reich comme l'aboutissement de la politique de la grande bourgeoisie allemande impérialiste, sans étudier suffisamment ce qu'avait eu de spécifique ce régime politique, sans essayer de découvrir les motivations concrètes et le comportement réel des diverses couches de la population allemande.

De nombreux historiens occidentaux ont tenté de faire de Hitler et de son équipe les maîtres absolus du III<sup>e</sup> Reich et donc les seuls responsables, assez machiavéliques pour abuser leurs alliés (la droite conservatrice) et les évincer du

pouvoir. Dans la même ligne s'inscrivent toutes les "explications" qui recourent à la fascination qu'aurait exercée Hitler, à la puissance démiurgique qui aurait émané de ce personnage. C'est passer du domaine de l'histoire à celui de la magie. Hitler et ses ministres n'ont jamais été des hommes seuls. Des forces politiques et économiques connues ne leur ont pas ménagé leur appui, même après la dissolution des partis. Aussi bien un Etat moderne de 70 millions d'hommes, et qui plus est un système dominant ou s'efforçant de dominer l'Europe entière, requiert-il la collaboration active de centaines de milliers de personnes : le III<sup>e</sup> Reich a bénéficié de la collaboration d'un corps de fonctionnaires conservateur et antirépublicain que le régime précédent avait laissé subsister.

Il est plus intéressant et plus important de rechercher pourquoi ces milliers ou ces millions de personnes ont suivi, approuvé le national-socialisme, de découvrir les intérêts que ce système politique a favorisés, d'étudier l'idéologie qu'il incarnait et propageait. Car, si l'on a pu dire qu'avant leur accession au pouvoir les nazis promettaient tout à tout le monde, il est bien évident que certaines catégories sociales ont tiré profit du III<sup>e</sup> Reich et que d'autres en ont été les victimes, fussent-elles parfois consentantes.

Enfin il est un autre type de "jugement" qui paraît fort contestable, celui qui consiste à distinguer dans le III<sup>e</sup> Reich deux périodes : l'une bénéfique, l'autre néfaste. On oppose le Hitler bâtisseur des autoroutes au chef de guerre responsable du désastre de Stalingrad et finalement de la défaite avec toutes ses conséquences. "En sa qualité de nation la plus puissante du continent, l'Allemagne [en sept. 1938] pouvait obtenir satisfaction en ce qui concernait ses légitimes revendications nationales (mais non impérialistes) et devenir le pilier oriental d'un bloc quadripartite dressé en face de la Russie bolcheviste", écrivent H. Mau et H. Krausnick, et par "légitimes revendications" ils entendent l'annexion de l'Autriche et le dépècement de la Tchécoslovaquie. Porter pareil jugement, c'est se refuser à voir que les autoroutes avaient d'abord des buts stratégiques, que toute la politique nationale-socialiste débouche sur la tentative d'instaurer l'hégémonie allemande en Europe et de soumettre les autres peuples à la loi nazie. C'est par le réarmement qu'a été résolue la crise économique, c'est vers la guerre d'agression et de conquête que toute l'économie du Reich a été orientée à partir de 1936.

D'une façon générale, pendant longtemps les historiens se sont plus attachés à étudier l'idéologie du régime dont on a bien montré la genèse et les variations, l'organisation du parti et les institutions politiques que les résultats économiques. On peut se demander si l'importance donnée par Goebbels, avec un art certain de la mise en scène, à la propagande n'avait pas précisément pour but de masquer aux yeux du plus grand nombre les problèmes économiques ou d'en détourner l'attention. En République démocratique allemande surtout, les aspects économiques du III<sup>e</sup> Reich ont fait l'objet d'une étude approfondie.

Peut-être a-t-on un peu trop insisté parfois sur l'irrationalité du système. S'il est vrai que Hitler maintenait volontiers côte à côte, dans les domaines diplomatique et militaire, des organismes parallèles, aux compétences volontairement mal définies de façon à s'assurer un rôle d'arbitre, il n'en reste pas moins que, tout compte fait, la machine de guerre allemande était fort bien organisée. L'extermination dans les camps d'une main-d'œuvre potentielle s'explique aussi par une contradiction inhérente au système. Ces milliers de prisonniers constituaient, certes, une main-d'œuvre possible, mais ils étaient aussi des adversaires politiques souvent irréductibles que le régime, à ce titre, s'efforçait d'anéantir.

Est-ce à dire que l'histoire du III<sup>e</sup> Reich ne comporte plus désormais de vastes zones de clair-obscur ou même d'ombre ?

On est assez bien informé sur la composition sociologique du Parti nazi. On sait que les classes moyennes y étaient surreprésentées et que les cadres du parti en sont issus dans leur majorité. Or le régime, en dépit de ses promesses antérieures, n'a nullement servi les intérêts de la petite bourgeoisie. Comment expliquer ce phénomène ?

Ou encore, dans le succès de la propagande hitlérienne, quelle part attribuer aux arguments nationalistes, quelle part aux arguments socialisants ? Et quelles fractions de la classe ouvrière ont cédé à cette argumentation ? (On sait qu'avant 1933 le national-socialisme a remporté ses plus grands succès dans les régions rurales à dominante protestante, alors qu'il "mordait" plus difficilement sur le prolétariat urbain et sur les zones catholiques, mais en fut-il de même après

1933 ?) Plus généralement, on n'a sans doute pas encore assez étudié en quoi le national-socialisme se distinguait des autres fascismes. Quelles étaient ses composantes nationales ?

Ce ne sont là que quelques-unes des questions que soulève ce régime.

© 2002 Encyclopædia Universalis France S.A. Tous droits de propriété intellectuelle et industrielle réservés.